

# Lutte de classe

## Chavez voudrait « sauvez le peuple de la misère », selon D. Gluckstein du PT

Dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* n° 776, on pouvait ceci :

« « La nation doit rétablir sa propriété sur les secteurs stratégiques (...). Renationalisons tout ce qui a été privatisé », a déclaré Chavez.

*Le quotidien britannique The Guardian (8 janvier), qui publie ces faits, rappelle que l'exportation du pétrole vénézuélien (propriété d'Etat) « fournit à Chavez les milliards de dollars pour des programmes sociaux destinés à aider les pauvres du Venezuela et aussi des peuples de la région ».*

*(Re)nationaliser les industries pour asseoir la souveraineté des nations et sauver le peuple de la misère et de la déchéance : n'est-ce pas la voie de la civilisation ? »*

Qu'en est-il en réalité ?

J'ai en mémoire l'interview d'un vieux travailleur des quartiers pauvres de Caracas par un journaliste de France 2 au cours de la campagne électorale présidentielle qui vient d'avoir lieu au Venezuela. Le journaliste lui demanda pour qui il allait voter, il répondit pour Chavez. Le journaliste voulait en savoir plus et lui demanda pourquoi, il lui répondit que c'était la première fois qu'un président avait fait quelque chose pour lui, en précisant « *pas grand chose, mais quelque chose quand même* ».

Je ne sais pas en quoi consiste précisément les programmes sociaux que Chavez a mis en oeuvre et qui semble suffire à Gluckstein pour soutenir Chavez, apparemment des miettes, si l'on en croit ce vieux travailleur pauvre vénézuélien qui doit savoir de quoi il parle puisqu'il est le premier concerné, alors que les milliards de dollars coulent à flot dans les caisses de l'Etat vénézuélien.

Gluckstein qui n'est décidément pas avare de déclarations populistes finissait ainsi cet éditorial :

*« L'autre voie est celle qui, ne craignant pas de s'en prendre aux intérêts d'une minorité de profiteurs et d'exploiteurs (1) — et des institutions qui les protègent (FMI, Banque mondiale, Union européenne...) —, garantit, par les nationalisations, la souveraineté des nations et l'usage des richesses sociales pour le plus grand nombre : c'est la voie de la paix, de la démocratie, de la civilisation. »*

Donc si l'on comprend bien, il suffirait de nationaliser quelques entreprises pour que les peuples baignent dans le bonheur ! Tout le reste est du baratin pour berner les plus crédules.

J'avais déjà évoqué dans un autre texte, l'achat massif d'armes par Chavez. rappel des faits rapportés par le journal *Le Monde* du 26 juillet 2006 : début juin, à l'occasion de la livraison de 30 000 premières fusils-mitrailleurs AK sur une commande de 100 000 passée récemment à la Russie, il avait fait savoir que des négociations étaient en cours avec Poutine pour la construction de deux usines d'armement afin de produire sur place des kalachnikovs et des munitions. Puis, lors de sa visite à Moscou le 24 juillet, il négociera de nouveaux contrats d'armement qui viendront s'ajouter à 30 hélicoptères sans que l'on en sache davantage sur ces contrats, seul l'achat d'avions de chasse Soukhoï 30 étant rendu public. En 2005, il avait également passé un contrat d'armement avec l'Espagne, qui s'était engagée à livrer dix avions de transport de troupes et huit corvettes.

Sous prétexte de la menace d'une intervention américaine toujours éminente, Chavez dépense sans compter pour satisfaire les besoins de l'armée qui est le pilier de son régime et qui lui est entièrement acquise depuis la tentative du coup d'Etat avorté de 2002, ce qui provoque l'indignation d'une partie de la population et des militants au Venezuela, mais cela vous ne le lirez pas dans *Informations ouvrières*, ni la suite d'ailleurs.

Car il y a plus préoccupant encore.

Peut-on parler de népotisme à propos du régime que Chavez est en train de mettre en place ?

Il a nommé son frère aîné, Adan Chavez, ministre de l'éducation, après avoir été chef de cabinet et ambassadeur à La Havane. Son père occupe le poste de gouverneur de Barinas, l'Etat natal de Chavez. Et pour n'oublier personne, son cousin, Asdrubal Chavez, est à la tête de l'entreprise pétrolière nationale PDVSA ! On pourrait continuer cette liste : Le ministre de l'intérieur, Jesse Chacon, a été remplacé par un autre militaire, Pedro Carreño, député de l'Etat de Barinas, fief de Chavez...

N'envisage-t-il pas sérieusement de répéter le modèle stalinien dont la survie reposait sur le parti unique ?

Plus préoccupant encore : le 15 décembre dans la foulée de sa réélection, Chavez a réaffirmé sa volonté de constituer un parti unique au Venezuela en s'adressant à ses partisans : « *Laissons de côté les partis et créons le Parti socialiste unifié du Venezuela* ». Inquiétant non, monsieur Gluckstein vous ne trouvez pas ? Chavez qui semble tenir le pays entre ses mains avait alors ajouté évoquant les 62,8 % des voix qui s'étaient portées sur sa candidature : « *Ces votes appartiennent à Chavez, plutôt qu'aux partis* », ne laissait guère le choix aux 24 formations qui le soutenaient, à moins de « *quitter le gouvernement* », le Mouvement Ve République, a immédiatement obtempéré et annoncé son autodissolution ! Un vrai démocrate ce Chavez !

Quel régime Chavez veut-il réellement installer au Venezuela ? Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es. Suivez le guide.

En décembre 2003, Chavez chantait déjà les louanges du régime castriste : « *nous parlons de tout. Fidel est persuadé, comme moi, que si l'on ne change pas de système, le monde est fini. Nous sommes en train de créer dans nos pays un modèle humaniste qui place le social devant l'économique, et nous sommes convaincus que ce modèle finira par s'imposer en Amérique latine.* ». J'imagine que des militants trotskystes qui l'ouvriraient à la Havane pourraient en ce moment dans les geôles de Castro, un « *modèle d'humanisme* » où la junte au pouvoir musèle toute opposition, où la misère est endémique depuis près de 50 ans.

En Biélorussie, bien que l'élection présidentielle du 19 mars 2006 se soit achevée par la réélection de Loukachenko avec un score de 82%, un nostalgique de l'époque stalinienne qui en douze ans de règne a éradiqué la presse indépendante, muselé l'opposition, etc., lors de sa visite dans ce pays fin juillet 2006, Hugo Chavez n'a pas hésité à louer « *un Etat social modèle comme celui que nous commençons à créer* ». Inutile de commenter.

Lors de sa visite au Venezuela le 13 janvier, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad avait expliqué à son homologue vénézuélien qu'il entendait « *promouvoir la pensée révolutionnaire dans le monde* », on peut compter sur lui, Chavez lui répondant qu'il le considérait comme un « *un frère* » et un « *combattant des causes justes* » ! Ah ce Chavez : Staline, Castro, Khomeyni, il en a des références intéressantes, de véritables révolutionnaires ceux-là !

Et le lendemain, lors de la visite de Mahmoud Ahmadinejad au Nicaragua, Ortega s'est réjoui de l'aide apportée par l'Iran dans la « *grande bataille pour éliminer la pauvreté de notre peuple* », tout comme Chavez ! Tiens comme c'est étrange la « *pauvreté* » sévirait encore au Nicaragua, mais alors qu'a donc fait Ortega lorsqu'il dirigea le pays de 1979 à 1990 ?

Inutile d'en rajouter la barque de la démagogie et des mensonges éhontés est pleine !

Avis aux admirateurs inconditionnels de Chavez qui vantent ses « *mérites* » sans la moindre réserve. Une chose est sûr au moins : ils seront en bonne compagnie ! Un exemple à suivre selon les dirigeants du PT, un exemple de démocratie, s'il vous plaît.

Que l'on soutienne une initiative prise par Morales, Chavez, Ortega ou Rafael Correa en Equateur, cela peut très bien se concevoir, reste à savoir dans quel cadre et pour quoi faire, car si au bout du compte, c'est pour maintenir en place un régime bourgeois ou pire une dictature, le minimum que l'on

doive faire selon moi, c'est d'y mettre les formes qui conviennent, au lieu de laisser entendre qu'on les soutient sans réserve ou que l'Etat qu'il dirige serait exemplaire, un « modèle ».

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris : la position de D. Gluckstein et du PT correspond à celle qu'il développe en France, en prétendant que la renationalisation des services publics et des entreprises publiques privatisées ces dernières années suffiraient pour affirmer que la « *démocratie* » serait rétablie dans ce pays, sans remettre en cause l'Etat bourgeois, sans que le prolétariat ne renverse le pouvoir politique en place.

Or, seul le mouvement révolutionnaire du prolétariat sera à même d'abolir les institutions de la Ve République et d'abolir le capitalisme, conditions préalables à la renationalisation et à l'éradication du chômage, de la pauvreté et de la précarité. Et personne d'autre à sa place, en France comme au Venezuela ou ailleurs.

(source : *Le Monde* 26.07.06 ; 03.08.06 et 09.01.07 ; AFP 08.11.06 et 14.01.07)